

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 24 au 28 septembre 2018

MERCREDI
26 septembre 2018
à 14 h 15

Questions orales

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)
(voir annexe)

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Catherine Fonck au Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur sur "la détention dans les centres fermés des familles avec enfants" (n° 280).

[développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 19 septembre 2018]

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de madame Barbara Pas au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments sur "le rapport linguistique du vice-gouverneur de Bruxelles pour l'année 2017 concernant les irrégularités linguistiques constatées dans les administrations locales bruxelloises" (n° 274).

[développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 19 septembre 2018]

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (Mme Karine Lalieux, MM. Paul-Olivier Delannois et Jean-Marc Delizée, Mme Fabienne Winckel, MM. André Frédéric et Daniel Senesael) relative aux assurances solde restant dû et établissant un droit à l'oubli pour les personnes souffrant ou ayant souffert de pathologies cancéreuses et d'autres pathologies, notamment chroniques, n° 3272/1.
 2. Proposition de résolution (M. Georges Dallemagne) visant à encourager les dons de biens de première nécessité par une non-perception de la TVA, n° 3273/1.
 3. Proposition de résolution (Mme Rita Gantois) visant à revoir les indications de dates dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire, n° 3274/1.
 4. Proposition de loi (M. Hans Bonte et Mmes Meryame Kitir et Annick Lambrecht) modifiant le Code pénal en vue d'élargir à toutes les infractions terroristes la liste des infractions entrant en ligne de compte pour la mise à la disposition facultative du tribunal de l'application des peines, n° 3280/1.
 5. Proposition de loi (M. Peter Buysrogge) modifiant la loi du 27 novembre 2013 concernant les dotations et les indemnités octroyées à des membres de la Famille royale ainsi que la transparence du financement de la monarchie en ce qui concerne les activités des membres de la Famille royale bénéficiant d'une dotation et le contrôle de celles-ci par le gouvernement et la Chambre des représentants, n° 3281/1.
 6. Proposition de loi (Mme Karin Jiroflée) modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne l'intégration des sprays nasaux contenant des corticoïdes dans le maximum à facturer, n° 3282/1.
-